

## Situation de crise en Iran : quelle sortie ?

Conférence au Palais Bourbon - le 15 décembre 2025



Le Comité parlementaire pour un Iran démocratique (CPID), composé de parlementaires français engagés de longue date en faveur des droits humains en Iran, et sous la présidence de la députée Christine Arrighi, a organisé le lundi 15 décembre 2025, au Palais Bourbon, un colloque consacré à la situation de crise en Iran et au soutien à la Résistance iranienne.

Cette conférence a réuni des parlementaires, des responsables politiques, des juristes, des experts et des personnalités engagées afin d'analyser les développements récents en Iran, d'évaluer les responsabilités internationales et d'examiner les voies possibles pour une sortie de crise respectueuse de la volonté du peuple iranien.

Parmi les intervenants figuraient notamment :

- **Hervé Saulignac**, député de l'Ardèche et vice-président du CPID ;
- **Patrick Hetzel**, député du Bas-Rhin, ancien ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace ;
- **Maryam Radjavi**, présidente élue du Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI) ;
- **Alain Vivien**, ancien secrétaire d'État aux Affaires étrangères ;
- **Gilbert Mitterrand**, ancien député et président de la Fondation France Libertés - Danielle-Mitterrand ;

- **Jean-Pierre Brard**, député honoraire et président du Comité français pour un Iran démocratique (CFID) ;
- **Dominique Attias**, présidente du Conseil d'administration de la Fondation des Avocats européens ;
- **Jean-François Legaret**, président de la Fondation d'Études pour le Moyen-Orient (FEMO) ;
- **Sara Nouri**, avocate au barreau de Paris et analyste à la FEMO.

### Une ligne politique claire et constante

Dans son propos introductif, Christine Arrighi a placé les échanges sous le signe de l'urgence humanitaire, en rappelant l'ampleur dramatique de la vague d'exécutions en Iran. Depuis le début de l'année 2025, 1 950 personnes ont été exécutées, dont 336 pour le seul mois de novembre, un chiffre sans précédent qui témoigne de l'escalade répressive du régime.

Elle a rappelé que depuis seize ans, le CPID se tient résolument aux côtés du peuple iranien et de sa résistance organisée, soulignant que l'Assemblée nationale française a, à plusieurs reprises, adopté ou soutenu des déclarations en ce sens, et qu'un nouveau texte parlementaire est actuellement en circulation.

### Une conclusion artistique

Le colloque s'est achevé par une note musicale hautement symbolique, avec la prestation du grand maître du târ, Hamid Reza Taherzadeh, compositeur iranien de renommée internationale vivant en exil. Ce moment de recueillement et de culture a rendu un hommage discret mais poignant à son frère - lui aussi compositeur reconnu - torturé en détention par le régime iranien et décédé des suites des sévices subis en prison.

Les vidéos des interventions enrichissantes de cette conférence seront bientôt mises en ligne.



## **Lire l'intervention de la présidente du CPID, Christine Arrighi :**

Au nom du CPID, je souhaite la bienvenue à nos invités illustres, à Mme Maryam Radjavi, présidente élue du Conseil national de la résistance iranienne et d'autres personnalités ici présentes. Depuis sa création, le CPID s'est appuyé sur des principes clairs et immuables, des principes qui définissent une identité politique responsable et inscrite dans la durée.

Parmi ces principes, le plus fondamental est de se tenir résolument aux côtés d'un peuple qui aspire à un avenir libre, égalitaire et démocratique, et donc de récuser toute forme de dictature en Iran, de la théocratie actuelle qui réprime sauvagement le peuple iranien ou de la restauration de la monarchie que la dictature, que la nation iranienne a depuis longtemps laissé derrière elle.

Cette réunion intervient alors que l'Iran est confronté à une vague d'exécutions sans précédent. Depuis le début du mois de janvier 2025, 1950 personnes exécutées, dont 336 pour le seul mois de novembre, un chiffre inédit depuis 37 ans.

Ces crimes traduisent à la fois la brutalité et le durcissement du régime du fait de son isolement, mais aussi sa faiblesse croissante face au rejet populaire et à la montée des protestations.

Plus tragique encore, des personnes comme Zahra Tabari, prisonnière politique de 67 ans et ingénieur en électricité, ont été condamnées à mort pour avoir

soutenu les Moudjahidine du peuple et conservé chez elle une étoffe portant les mots « femme, résistance, liberté ».

De tels cas rappellent que la lutte pour la liberté en Iran est bien plus qu'une revendication politique ordinaire ou un combat idéologique. C'est une exigence humaine et morale.

C'est pourquoi depuis 16 ans, notre comité, le CPID n'a cessé de se tenir aux côtés du peuple iranien et de sa résistance organisée, obtenant à quatre reprises le soutien de la majorité des députés de l'Assemblée nationale. Aujourd'hui encore, une nouvelle déclaration en ce sens circule pour signature.

À ce moment crucial de l'histoire de l'Iran et particulièrement depuis la guerre dite des 12 jours en juin dernier, une réalité s'est imposée à tous. Ni la guerre, ni l'ingérence étrangère, ni une opposition iranienne récemment autoproclamée se réclamant d'un héritage monarchique, ni la complaisance, ni les concessions faites au régime ne peuvent résoudre l'impasse iranienne. Comme l'exprime régulièrement Mme Radjavi, une troisième voie existe, celle d'un changement émergent de l'intérieur, grâce au peuple iranien et sa résistance organisée depuis maintenant des décennies.

Le développement des unités de résistance à Téhéran et dans de nombreuses villes, phénomène que le régime lui-même admet aujourd'hui, en est le témoignage. Aujourd'hui, la dictature en place n'a jamais été aussi fragile et cette situation nous confère, en tant que défenseur des valeurs démocratiques en France, une responsabilité plus grande encore. Il est temps d'affirmer clairement notre soutien au peuple iranien et d'appuyer sa lutte pour la liberté et la démocratie conformément aux principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Dans cette perspective, le plan porté par le Conseil national de la résistance iranienne a déjà recueilli le soutien de plus de 4000 parlementaires dans le monde, dont la majorité des députés français en juin 2023. Madame la présidente, nous savons ici que la résistance iranienne affronte non seulement une répression implacable du régime, mais aussi une vaste campagne de diabolisation et de désinformation, menée tant par le pouvoir en place que par certains partisans du retour à la monarchie. Pourtant, l'alternative qu'elle propose nous paraît claire, extrêmement claire. Associé à un programme en 10 points, cette orientation témoigne d'une résistance qui ne se contente pas d'affronter la dictature, mais qui propose, qui propose un modèle concret pour un avenir libre, inclusif et démocratique. Et c'est en cela, nous, parlementaires français, que nous vous soutenons.

Aussi, tout en réaffirmant ce soutien à votre présence et à vos engagements constants en faveur de la liberté du peuple iranien, le débat qui nous réunit ce soir pose une question essentielle dont la réponse déterminera l'avenir de l'Iran ainsi que la stabilité régionale et mondiale. Comment nous, CPID, pouvons accompagner encore plus efficacement cette soif légitime de démocratie du peuple iranien ? Et plus largement, comment la France peut-elle renforcer et soutenir une alternative démocratique et crédible au régime des mollahs, tel que vous l'incarnez ?

Voilà, mesdames et messieurs, les questions que je soumets à votre sagacité et aux échanges que nous aurons après les différentes interventions. Je vous remercie.